

Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 37

Janvier-Février 1989

ISSN 0753 - 8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE L'AISSON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7^e — TEL. : 45.55.75.75

PRIX : 5 F.

1989 ANNÉE ÉTAPE, ANNÉE D'ACTION

Robert PRIGENT

Même si les premières semaines de cette année nouvelle, toutes embrouillées dans leur tumulte d'accusations, de doutes, de démentis, et les douloureux accouchements des coalitions en vue des prochaines élections, semblent réserver bien peu d'espoir pour la poursuite véritable des grands desseins dont rêve tout militant politique, je me refuse à sombrer dans le pessimisme, et à tous nos amis et lecteurs j'offre tout de même des vœux de «Bonne Année», car toute année qui nous est

ouverte et offerte pour militer encore pour un idéal qui ne faiblit pas, peut être «bonne» à quelque chose.



Et en particulier, cette année 1989 doit être considérée comme une année étape du fait des élections européennes de juin prochain qui, selon leur résultat, c'est-à-dire l'orientation d'esprit des hommes qui feront les majorités du futur Parlement Européen, conditionneront l'allure de recul, de stagnation ou de marche en avant de l'Europe des faits et des actes qui doivent marquer sa lente et progressive élaboration.

Et cela peut être un de nos devoirs de le dire et le redire autour de nous pour éveiller l'intérêt de tant de nos concitoyens qui ont tendance à prêter une attention réduite à des élections qui, évidemment, ne semblent mettre en cause l'avenir ni de leur commune ni de leur canton, ou ne connaissent pas l'orchestration médiatique du combat de vedettes qu'est une élection présidentielle, mais qui cependant auront des répercussions sur l'avenir de nos enfants et petits-enfants, car la liberté et la paix, et l'équilibre par la justice entre l'Occident et le Tiers-Monde ne peuvent être assurés que par une Europe forte de la solidarité de ses peuples.

Cela il faut en témoigner, et en convaincre ceux qui doutent, ou sont tentés par un protectionnisme frileux et à court terme qui ne saurait abriter que de futurs vaincus. Ne sommes-nous pas payés pour savoir quels déboires réservent les stratégies à la Maginot ?



L'avenir ne peut sourire qu'aux audacieux, à ceux qui inventent, à ceux qui avancent malgré les efforts que cela nécessite et les déchirures secondaires des épines rencontrées sur les sentiers à défricher.

Et je reprendrai ma conclusion d'il y a douze mois : «Que chacun et chacune de nous ait à cœur de marquer quelques pas sur cette route difficile» en sachant qu'il y aura des sacrifices temporaires à accepter pour les adaptations nécessaires, mais que c'est l'équilibre des sacrifices des uns et des autres de nos pays qui cimentera le bloc de nos actions-communes qui feront les résultats féconds et justes.

SOMMAIRE

- Page 1 : 1989 année étape, année d'action
- Page 2 : Joyeux Noël, les enfants
- Page 3 : Voyage au bout du malheur dans le monde des «sans domicile fixe»
- Page 4 : Homélie pour la Messe de funérailles de Monsieur Jules Catoire
- Page 6 : En toute liberté
- Page 7 : Assemblée annuelle de l'association du Traité de l'Atlantique
- Page 8 : Rassemblement pour l'avenir de la France d'Outre-Mer
- Page 10 : Courrier des lecteurs.

AMIS DÉCÉDÉS

Joseph ABERLENC (Levallois-Perret)
Louis ASSERAY (Maine et Loire)
M^{me} Henri ASTIER (Fontainebleau)
Paul CARON (Pas de Calais)
Pierre CHAMBEYRON (Boulogne s/S)
Adolphe CHAUVIN (Pontoise)
Etienne CRÉMIEU-ALCAN
(Neuilly s/ Seine)
Emile FONTAINE (Vincennes)
M^{me} Robert HENRY (Eaubonne)
M^{me} Suzanne JUPIN (Paris 9^e)
William LEGER (Paris)
Roger MÉNAGER (Neuilly sur Seine)
Jean de MONTGASCON
(La Flèche-Sarthe)
Renée PRÉVERT (Rennes)

40 ans d'Europe

rédigé par François Visine
en hommage au président Pierre Werner
et en témoignage de reconnaissance,
préfacé par M. le président Jacques Santer,
est destiné avant tout à faire le point
de la construction européenne.

C'est à la fois un ouvrage de synthèse historique et de réflexion. L'auteur, un des meilleurs spécialistes des questions européennes, centre son développement sur les événements majeurs de la construction européenne, sur la situation actuelle et sur les perspectives. Il met l'accent sur la nécessité de progresser sur la voie de l'Union Européenne et de créer enfin un pilier européen à l'Alliance atlantique. Le développement est complété par une chronologie relativement détaillée et par une liste utile des abréviations les plus courantes. Ainsi conçu, ce nouvel ouvrage du fondateur du Mérite Européen (le 22^e) est plus spécialement destiné aux enseignants, aux journalistes, aux étudiants et à celles des personnalités, notamment syndicales et politiques, qui ont des raisons impératives, non seulement de comprendre le phénomène Europe mais plus encore de contribuer à son organisation dans une Communauté humaniste de destin, seule garante à terme des libertés et de la dignité de ses peuples.

**Prix Franco de Port
en recommandé : 120 FF
(cent vingt Francs Français)
BON DE COMMANDE**

A adresser, accompagné du règlement à :
M. François VISINE
60, rue Chardon Lagache
75016 PARIS

Mme/Mlle/M
Adresse complète

commande exemplaire(s) de 40 ans
d'Europe au prix de 120 F (cent vingt)
FF. l'exemplaire (franco de port en recom-
mandé)

Règlement : A l'ordre de F. VISINE,
soit :

+ par chèque bancaire

+ par vir^t C.C.P. Compte 229,59 L. Paris
A. le Signature

Joyeux Noël, les enfants

Jacques-Yves COUSTEAU
("Calypso-Log")

Après avoir péniblement écrit d'interminables listes de jouets dans sa lettre au Père Noël, Bibou, 6 ans, me prend à part et me dit : « moi je sais pourquoi le Père Noël n'existe pas : les riches ont de plus beaux jouets que les pauvres... »

Bibou est trop jeune pour aller jusqu'au bout de son lumineux raisonnement, pour faire le douloureux rapprochement entre l'étincelant gaspillage de nos fêtes et la misérable angoisse des Noëls faméliques de millions d'enfants qui n'ont évidemment pas demandé à naître. Ils sont là, tous ces déshérités aux grands yeux suppliants, qui font baisser notre regard. Notre regard impuissant. Un bol de lait ? Une poupée ?

Mais pourquoi sont-ils si nombreux, ces petits naufragés de l'espérance ? Pourquoi cette horde sordide de petits humains chétifs promis au malheur ? Il faut avoir vu la détresse quasi universelle des foyers à Haïti, au Bangladesh, ou dans les favelas de Rio ou de Mexico, pour comprendre que la seule et illusoire sécurité, pour des parents vieillissants prématurément, c'est une nombreuse progéniture. L'inquiétude des parents multiplie le malheur des enfants. Ce ne sont pas les postes de radio de Madame Gandhi, échangés contre une stérilisation, ni les contraceptifs de tout genre que nous leur distribuons qui tiendront lieu de sécurité sociale ou de retraite.

Nous sommes un milliard de nantis et un milliard d'affamés. Cessons de tranquilliser nos consciences avec d'inefficaces gestes de charité ! Exigeons des Nations Unies d'organiser un minimum de retraite vieillesse, payée sans passer par le gouffre des gouvernements locaux. Le financement se fait assuré par une faible mais générale réduction des dépenses d'armement.

Je fais ce rêve utopique, avec toute ma ferveur, pour que bientôt je puisse dire aux enfants du monde entier : « Joyeux Noël, les enfants ».

Bravo au Commandant Cousteau, qui est le français le plus connu dans le Monde, par sa lutte pour la protection de la nature. Cet article montre qu'il

lutte aussi pour la protection des hommes.

Nous nous y efforçons, depuis l'origine, dans notre petit journal. Et nous dénonçons aujourd'hui avec force la « politique agricole commune », pratiquée à Bruxelles, qui décide de détruire des récoltes ou de réduire des terres cultivables, quand il y a des centaines de millions d'affamés dans le Monde et des centaines de milliers en France. Quelle monstrueuse et scandaleuse aberration !

Roger MÉNAGER

Au seuil de cette nouvelle année notre pensée va tout naturellement vers nos amis disparus au cours de 1988 et notamment vers ceux qui ont participé à l'activité de notre AMICALE.

C'est le cas, tout particulièrement de Roger MÉNAGER qui nous a assistés à maintes reprises de ses conseils et de sa compétence juridique et qui nous a quittés le neuf juin dernier, à 80 ans.

Fidèle au M.R.P. depuis 1945, il a été élu à VINCENNES au CONSEIL GENERAL de la SEINE, dont il a été Président et au SÉNAT.

Nous garderons le souvenir de son affabilité et de son inlassable dévouement.

REFLEXIONS

Si l'on en croit l'opinion générale :

1^e) La IV^e République avait tous les défauts,

2^e) Le scrutin majoritaire a toutes les qualités,

3^e) Ce qui n'est pas la gauche est systématiquement « la droite ».

Il faut toujours se méfier des « clichés », et seuls, peut-être, les amis du M.R.P. me comprendront.

Je souhaite que les militants politiques, comme les professeurs d'Histoire, soient très nuancés.

Je le souhaite également pour les journalistes !

André DELAPIERRE

ROBERT SCHUMAN Un homme à l'échelle de l'Histoire

Raymond POIDEVIN, agrégé d'Histoire, professeur d'Histoire Contemporaine à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, Directeur du Centre de Recherches d'Histoire des Relations Internationales et du Centre d'Etudes Germaniques, a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'Allemagne et sur les relations franco-allemandes. Il est l'auteur de la première biographie scientifique de Robert Schuman éditée par l'Imprimerie Nationale en 1986. Il connaît parfaitement le personnage et son œuvre, et il privilégie ici, d'une manière inédite, la dimension du croyant.

Une biographie de Robert Schuman ne peut ignorer l'importance de sa foi pour éclairer l'homme, ni son comportement en tant que catholique. L'engagement dans la vie publique fut pour lui un choix d'apostolat. Homme des frontières, né allemand en 1886, bénéficiant d'une double culture, militant catholique solidement formé sur le plan doctrinal, il est à trente-trois ans l'un des plus jeunes parlementaires français. Se jugeant au service des autres, il accomplit dans l'obscurité un travail législatif considérable et il est constamment réélu.

Ministre des Finances puis Président du Conseil dans l'immédiat après-guerre, il reste Ministre des Affaires Etrangères de 1948 à 1952 et conçoit sa tâche comme une mission, celle d'assurer solidement la paix. Il propose le 9 mai 1950 la création d'une communauté européenne du charbon et de l'acier, geste éminemment politique qui visait à fonder la nouvelle Europe sur la réconciliation franco-allemande. Son geste était prophétique et courageux, à une époque où le système politique ne poussait guère au courage.

Cet homme d'Etat, discret et austère, défenseur d'un certain type de civilisation chrétienne occidentale, fut bien, comme le disait Konrad Adenauer, un homme à l'échelle de l'Histoire.

Raymond BARRE, ancien vice-président de la Commission des Communautés Européennes et ancien Premier Ministre, a pu mesurer le caractère prophétique de la vision européenne de Robert Schuman. Il apporte son témoignage sur cet homme pour qui se trouvaient conjuguées éthique et politique. Editions Beauchesne 72 rue des St Pères 75007 Paris - Prix 120 FF.

VOYAGE AU BOUT DU MALHEUR DANS LE MONDE DES «SANS DOMICILE FIXE»

*Une descente aux enfers au quotidien
"Soupes de nuit" par Denise Brigou et
Elisabeth Tingry. Ed Belfond, 95F*

C'est un livre pas comme les autres. Un document vérité. Un témoignage sur notre époque d'une force exceptionnelle. Pour écrire *Soupes de nuit*, Denise Brigou, officier de l'Armée du salut et Elisabeth Tingry, journaliste à *Madame Figaro*, ont accompli à nos portes, au cœur de la Ville Lumière, un extraordinaire voyage au bout de la nuit. Une descente aux enfers au quotidien dans le monde des SDF (sans domicile fixe), déshérités de tous ordres, chômeurs en fin de droits, expulsés sans ménagement, marginaux malgré eux, et autres exclus secrétés par notre impitoyable société moderne, que l'on appelle les «nouveaux pauvres».

Ces deux jeunes femmes, que rien ne préparait à cette exploration hallucinante, ont touché du doigt le fond de la misère, du malheur, du désespoir. Par petites touches, à travers des anecdotes, des confidences, des tableaux à la Zola, elles nous font découvrir et partager le drame insondable de ceux qui, ayant perdu leur emploi, perdent successivement dans la foulée - terrible engrenage - leur logis, leur rang social, leur dignité, leurs amis, souvent leur famille, bref leurs raisons de vivre «debout».

Et c'est le glissement fatal vers la rue, vers le trottoir, vers l'abandon physique et moral jusqu'au dégoût de soi, jusqu'au rejet des autres, ultime station du calvaire. C'est la clochardisation progressive après la quête vaine, d'un «petit boulot» pour survivre, la longue errance toujours recommencée à la recherche d'un gîte, d'un abri contre le froid et le mépris des autres, d'un peu de chaleur humaine pour ne pas sombrer totalement et définitivement quand le vin rouge, cette drogue

du pauvre, ne suffit plus à noyer les soucis, à écarter la tentation d'en finir pour s'en sortir enfin, pour oublier.

Oui, ce reportage-choc montre bien que l'aide matérielle, la soupe distribuée, l'argent donné, pour indispensable qu'ils soient, ne peuvent suffire à tirer du gouffre les SDF, les exclus, parmi lesquels aujourd'hui beaucoup de jeunes. La main tendue, l'amitié offerte, voire le logis partagé sont autrement précieux à «ceux que nous croisons tous les jours sans les regarder» pour amorcer la si difficile réinsertion. Un sourire, quelques paroles de compréhension et d'encouragement, une piste indiquée peuvent faire autant, sinon plus, qu'une obole.

Un livre à lire et à méditer en cette période de fêtes, par les gens heureux que nous sommes. Parce qu'il met à nu sans complaisance la face cachée, les plaies purulentes - c'est sale la misère - de notre monde glacé. Parce qu'il contient une grande leçon d'humanité. Parce que ce rejeté qui «fait la manche» dans un couloir de métro en détournant son regard de chien battu, ce peut être vous ou moi, demain.

Gérard Marin
(le Figaro)

Ce livre confirme et amplifie ce que nous avons déjà publié plusieurs fois et notamment dans le dernier numéro de ce bulletin sur la pauvreté en France. Il est grand temps qu'on s'en préoccupe, plutôt que de brader nos surplus agricoles.

HOMÉLIE POUR LA MESSE DE FUNÉRAILLES DE MONSIEUR JULES CATOIRE

prononcée par
Monseigneur DEROUET
Evêque d'Arras et St Omer

20 Décembre 1988

Marc 9, 33-36

Frères et Sœurs dans le Christ,

Nous venons d'entendre la définition de la «grandeur», selon l'esprit du Christ notre Sauveur. «Que le premier d'entre vous soit celui qui sert».

Comme le toujours jeune Olivier Messiaen, ce compositeur de génie qui vient de fêter ses 80 ans le 12 décembre dernier, Jules CATOIRE pouvait se dire «né croyant». A ce titre, nous le savons, l'Evangile a été son livre de chevet. Et l'on peut affirmer qu'à travers toute son existence, il s'est efforcé de servir. Paul Verlaine, par sa mère enfant de ce pays, a caractérisé comme à la fois «doux et fort» l'homme de l'Artois. Tel apparaissait M. Jules CATOIRE, derrière sa haute stature.

Regardons ce que Dieu nous dit, à travers quelques traits de la personnalité de ce grand serviteur qu'a été notre aîné,
comme militant
comme citoyen et patriote
comme chrétien.



Sa vocation de militant, Jules CATOIRE l'a épanouie dans l'A.C.J.F., l'Action Catholique de la Jeunesse Française. Monseigneur Hoguet, l'aumônier diocésain, joua un rôle considérable dans son orientation et le soutien de ses engagements.

Nommé secrétaire des Œuvres diocésaines, il fut le premier permanent laïc détaché pour l'apostolat.

En 1927, il est secrétaire général de la jeune Union départementale C.F.T.C. C'est aussi l'époque de la fondation, avec

Louis DELABY, constamment soutenu par Jules CATOIRE, du célèbre Syndicat des Mineurs C.F.T.C.

Ces hommes furent des pionniers. Ils vivaient ce que le Concile devait authentifier 40 ans plus tard : l'Evangile doit pénétrer le monde «comme de l'intérieur, à la manière d'un ferment» (Décret sur l'Eglise, n° 31). L'ère industrielle bouleversait les rapports humains. Ceux-ci risquaient de se détériorer en conflits d'intérêt. L'Esprit de Dieu qui est un esprit de liberté et d'amour poussait ces jeunes hommes à s'engager résolument pour rendre ce monde nouveau plus humain, plus fraternel.

C'est ici que notre ami affirma une conviction qui devait rester une idée-force, durant toute sa vie : **l'importance de la formation**. Cette conviction reste d'une étonnante actualité : dans notre monde sans boussole, alors que nous voyons professer sur les écrans de télévision et dans les Médias les opinions les plus contradictoires, sur l'Eglise, sur les exigences de l'Evangile, et généralement sur les sujets les plus graves, comment garder son identité de chrétien et tout simplement d'homme qui milite pour la justice et le respect d'autrui, sans continuer à se former et à réfléchir sur les vraies raisons de vivre ? Là encore, Jules CATOIRE et ses amis ont été des précurseurs en lançant les cercles d'études, de formation à la doctrine sociale de l'Eglise. «Rerum Novarum», l'encyclique sociale de Léon XIII dont nous allons célébrer en 1991 le centenaire de la publication, était leur livre de base, mais ils avaient aussi le souci de former les militants aux données de la vie sociale

et politique. Un chrétien ne peut se désintéresser ni de la vie en société, ni de la conduite de la cité.

Témoin de l'Evangile à travers toute cette action, Jules CATOIRE l'a été. Sa vie était toute donnée. Aux dires de ses amis, pour lui pas d'heure, pas de repos ; on pouvait le rencontrer n'importe où ; pour vous, il avait tout son temps. Il se situait dans l'entretien avec une grande bienveillance. Il avait le charisme de l'amitié.

Une telle action devait porter des fruits, et rapidement. En 1936, la C.F.T.C. est courageusement présente aux événements vécus dans les Houillères.

Le 21 mai 1939, à Béthune, le Mouvement ouvrier chrétien du Pas-de-Calais, de la J.O.C. à la L.O.C. (Ligue Ouvrière Chrétienne) et aux syndicats, rassemble 30.000 personnes.

Mais 1939 c'est la guerre, puis l'occupation.



Jules CATOIRE sert son pays. Il veut qu'il reste libre. C'est la prise de position retentissante contre la «Charte du travail» qui menaçait les libertés syndicales. «La vérité vous rendra libres», a dit le Christ.

C'est aussi pour servir la liberté que Jules CATOIRE entre dans la clandestinité.

Il vit quatre ans d'insécurité. Là encore, son idée est de faire en sorte que l'heure de la Libération débouche sur une France libre. D'où son rôle capital au sein du Comité départemental de Libération, aux côtés de Guy MOLLET.

Pour cette même raison, il entre en politique, devient Député, puis Ministre.

Militant politique, Jules CATOIRE vit son christianisme en respectant ses adversaires. Il «reconnaissait», au sens fort du terme, son interlocuteur. Il ignorait le mensonge. Il n'assénait pas la vérité. Elle était pour lui le fruit d'un patient dialogue.



Ses qualités de chrétien, il en fit preuve aussi dans son action parlementaire. Il crée des retraites pour les engagés politiques, avec le soutien du Père FAYNEL, ici présent. Il avait découvert le bienfait irremplaçable de ce temps de reprise spirituelle, grâce à Wardrecques et aux Pères OUDIN et DELEPINE. Sa foi s'originait dans une profonde union au Christ, à travers le mystère de l'Incarnation rédemptrice.

Jules CATOIRE vivait une foi simple, presque évidente, alimentée par la méditation de l'Évangile, l'Eucharistie fréquente et une profonde dévotion à la

Jean d'Acher de Mongascon

A 87 ans notre ami de Mongascon nous a quittés au terme d'une vie exemplaire. Nous ne verrons plus sa fine silhouette, si présente à chaque manifestation collective, qu'il s'agisse de nos congrès du CDS ou des réunions du groupe de spiritualité.

Il participait encore le 7 décembre au dîner au Sénat, après la messe aux Carmes et rien ne laissait présager sa fin quelques jours après.

Après avoir passé une grande partie de sa vie dans la Sarthe, où il s'est passionné pour l'exploitation forestière, il a occupé la présidence de l'Institut de développement forestier. Maire de la Flèche de 1947 à 1959, vice-Président de l'association des Communes d'Europe (1952-1960) et Sénateur de la Sarthe, il laissera le souvenir d'un homme pondéré, au fin sourire et d'un dévouement sans limite.

Vierge. On le rencontrait dans son église paroissiale à Saint-Nicolas les Arras, au Carmel tout proche, à la chapelle des Jeunes-Sourds, une œuvre qui lui tenait à cœur. Chrétien sans complexe et sans ostentation provocante, il a eu toute sa vie le sens des plus petits. Jules CATOIRE était, à l'évidence, «un homme habité».

Et il vibrait intensément quand il rencontrait un chrétien manifestement saisi par l'Esprit du Christ. Je citerai, pour terminer, ce fait qu'il m'a confié lui-même, les larmes aux yeux :

C'était au cœur d'événements dramatiques qu'ont connu, à certaines heures, les Houillères. Un mineur militant chrétien se faisait huer sur le carreau de la Mine. Descendu au fond, il voit un de ses adversaires de la veille ployer sous le poids d'un madrier. Son premier réflexe est de le regarder en le narguant à son tour. Mais soudain, confia-t-il à Jules CATOIRE, «j'ai pensé au Christ. Je me suis dit : tu n'aurais donc pas eu le courage de l'aider à porter sa croix.» Et de se précipiter pour secourir celui qui s'était montré, quelques heures auparavant, son adversaire. Ce mineur, ajoutait Jules CATOIRE, devenait un des militants ouvriers les plus respectés de ses camarades.

«Pardonnez-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés». Le cœur de l'Évangile, c'est le pardon.

Nous qui avons eu la grâce de connaître, d'estimer, d'aimer notre frère, mêlons à nos prières pour le pardon de ses fautes, celles de l'action de grâce.

Par ce témoin du Christ que fut Monsieur CATOIRE, nous avons mieux compris que la grandeur d'une vie réside, non pas dans le prestige, le succès, la gloire, mais, à l'exemple du Christ, dans l'amour de Dieu notre Père et le service persévérant de nos frères.

AMEN



HOMMAGE A JULES CATOIRE

Ancien ministre, ancien député, ancien responsable syndical, Jules CATOIRE s'est éteint dans sa petite maison de St-Nicolas les Arras, au seuil de sa quatre-vingt-dixième année, le jeudi 15 décembre dernier.

Dans la semaine précédente, j'avais eu le privilège inoubliable de pouvoir m'entretenir encore avec lui, qui dans la plus grande sérénité, attendait cet instant qu'il savait proche, et me redisait le prix et la force de la conviction chrétienne qui avait été sa règle de vie.

Mais avec son départ vers la Lumière en laquelle il avait Foi, c'est une page d'histoire sociale de notre Région du Nord - Pas-de-Calais qui est tournée, comme aussi pour tout le courant démocrate chrétien.

Fondateur du journal Nord-Eclair à la Libération, co-fondateur du MRP, puis du CDS, âme du syndicalisme chrétien dans la CFTC, il en aura marqué l'histoire.

Ayant assumé les plus hautes responsabilités au niveau de l'Etat, de la politique, du syndicalisme, il était toujours resté au niveau des plus humbles, ouvert à tous il était l'homme de l'unanimité, rencontrant des adversaires, mais de qui personne n'était un ennemi.

Ses obsèques ont été célébrées le mardi 20 décembre dans la cathédrale d'Arras, emplies d'une foule compacte d'amis soudées par l'émotion.

Monseigneur DEROUET, évêque d'Arras et St-Omer, avait tenu à prononcer lui-même l'homélie dont je ne peux mieux faire que de donner ci-après le texte, tant elle résume magistralement cette vie d'un Serviteur de Dieu.

Robert PRIGENT

EN TOUTE LIBERTÉ

I.M.

A peine sommes-nous informés des dates des futures élections MUNICIPALES (mars) et EUROPEENNES (Juin) que déjà des voix s'élèvent, trop nombreuses hélas, encore des élections, ras-le-bol !

Et pourtant il suffit de voir les déplacements de Personnalités (publiques et autres) d'entendre, ou de lire certains commentaires pour se rendre compte de l'importance des dites élections.

Fort heureusement à côté de ces citoyens fatigués, il en est d'autres qui ont le sens de leurs responsabilités, pour tous ceux-là voter est un devoir résultant des droits qu'ils ont sollicités.

Encore faut-il que les premiers, par leur abstention renouvelée de plus en plus inquiétante, ne donnent pas une image inexacte de la volonté nationale.

S'il est un ras-le-bol dont il faut bien parler, c'est celui des citoyens de ce Pays, qui en ont assez de constater à chaque consultation électorale, la non participation des indifférents, voire des égoïstes, sans doute aussi des mécontents.

Il importe que chacun se sente concerné dans son avenir personnel et politique et manifeste son choix par son vote, d'où la nécessité en matière électorale de préconiser l'inscription et le vote obligatoire pour tous les citoyens français - vote qui pourrait être blanc ou nul, mais il doit exister. Prenons exemple sur certains de nos voisins Européens - très différents l'un de l'autre - Membres de la Communauté : la Grèce, le Luxembourg, la Belgique, pratiquent le vote obligatoire, cette dernière y ajoutant une sanction.

Que l'on ne nous dise pas que ceci est une atteinte à la liberté, à la démocratie, etc... n'y a-t-il pas d'autres obligations ? : inscrire ses enfants à l'école, régler ses impôts ? etc...

Nos parlementaires vont-ils enfin se décider à répondre à ce désir de leurs électeurs : ceux-là mêmes qui ont voté et qui souhaitent cette réforme de simple bon sens.

Toutefois l'obligation ne suffit pas pour modifier des mentalités. Si l'on veut des citoyens responsabilisés, il faut aussi qu'on les respecte, cela suppose une information suffisante et vraie, leur permettant d'apprécier et juger.

Qu'il soit permis de citer cet exemple tout récent, où nombreuses furent les incitations à voter «oui» - pas du tout sur un sujet important, avec, entr'autres, comme seule explication très détaillée un projet de loi en plusieurs pages reçu trois ou quatre jours avant le vote - ce qui nous valut d'entendre maintes

fois cette réflexion : on nous prend vraiment pour des ignares ou ... etc. Le résultat ne s'est pas fait attendre.

Préoccupons-nous dès aujourd'hui de ces élections municipales qui conditionnent, influencent, notre vie de chaque jour - le Conseil Municipal est celui que nous pouvons le plus aisément suivre et contrôler -

Notre attention n'est-elle pas dès maintenant attirée, par exemple, par quelques sujets nous concernant pris au hasard qui sont étudiés au Parlement Européen :

- il y est préconisé l'enseignement d'une langue étrangère dans le cycle primaire, voire pré-élémentaire pour qu'en fin de scolarité un jeune connaisse deux langues communautaires, en plus de sa langue maternelle : le premier ministre et le ministre de l'Education Nationale y semblent favorables.

- d'autre part, il a déjà été adopté, en seconde lecture, une directive relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes d'enseignement supérieur, tempérée par une clause d'aptitude professionnelle, stage etc...

- il a été créé une commission d'enquête parlementaire sur le problème de la qualité de la viande et l'utilisation d'hormones dans ce secteur.

Nous voulons croire que les Parlementaires français, membres de cette Commission auront à cœur de nous tenir informés-

Depuis 25 ans déjà des Familles à travers les Organisations dont elles sont Membres : Communales, Nationales, Urbaines et Rurales participent à la réalisation de l'Europe unie, rencontrant les Familles des autres Pays Européens; jeunes et aînées, apprenant à se connaître, étudiant ensemble leurs problèmes, cherchant des solutions pour un mieux vivre et les faisant connaître par leur presse spécialisée. Mais cette diffusion est insuffisante.

Les médias qui touchent des millions de citoyens ont toujours été très discrets - les journalistes ont cependant à leur disposition, émanant du Parlement Européen, des compte-rendus qui nous intéressent. Apprenons à notre Jeunesse et rappelons-le à chacun, non par des phrases, mais par des exemples, que voter est un devoir d'homme libre. C'est choisir des Hommes, des Femmes et des idées.

A vous jeunes, qui nous avez rejoints, ne laissez pas s'éteindre le flambeau, agissez aussi afin que lors des prochaines élections nous n'ayons pas ensemble à subir les conséquences des égoïsmes et des indifférences.

ASSEMBLÉE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE

Jean COVILLE

La 34^e assemblée annuelle de l'Association du Traité de l'Atlantique s'est tenue à Estoril, près de Lisbonne, au Portugal, du 19 au 23 novembre derniers.

Les participants ont été reçus très chaleureusement par leurs hôtes portugais.

Comme chaque année, ces participants, venus des 16 pays de l'Alliance Atlantique, étaient nombreux (les Français étaient 38) et les plus hautes autorités de l'Alliance ont exprimé leurs points de vue sur la situation du Monde et sur les perspectives ouvertes par les nouveaux accords passés entre les U.S.A. et l'U.R.S.S.

M. Manfred WÖRNER, Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.), premier allemand à occuper ce poste, a prononcé un très remarquable discours. « Notre tâche est difficile, a-t-il dit. En effet, il faut tenter de donner aux relations Est-Ouest une forme plus positive, en les fondant sur plus de confiance politique et moins de puissance militaire. Mais en même temps, il ne faut pas oublier que la menace existe toujours, car il est difficile de juger les intentions, surtout dans des Etats sans tradition démocratique.

Il faut donc garder une défense efficace, car le processus d'amélioration des relations Est-Ouest n'est pas irréversible. C'est ce que le passé nous enseigne. »

Le Général GALVIN, commandant en chef des forces de l'O.T.A.N., a donné de très intéressantes explications sur la situation des forces des 2 camps, après les accords conclus entre l'Est et l'Ouest. L'U.R.S.S., malgré certaines réductions, conserve une importante supériorité dans les armes conventionnelles.

Puis un débat s'est instauré en Comité Politique sur cette situation nouvelle et toutes les délégations s'y sont exprimées. Notre ami Alfred COSTE-FLORET, président de la délégation française, a reconnu qu'il était utile de dialoguer avec les Soviétiques, afin de voir jusqu'où ils étaient

prêts à aller, mais il s'est élevé avec force contre le projet de convoquer une conférence sur les droits de l'homme à Moscou. Alfred COSTE-FLORET a été appuyé par plusieurs intervenants, notamment par un britannique, qui a été bruyamment applaudi en disant : « C'est comme si on convoquait un Congrès sur la famille dans une maison de prostituées ».

Je suis intervenu en rappelant un souvenir datant de 27 ans. « Je suis allé à Berlin en août 1961, quelques jours après la construction du mur, qui coupe la ville en deux. Le voyage avait été organisé par la Maison de l'Europe de Paris avant la construction du mur et les Soviétiques, l'ayant accepté, n'ont pas osé le refuser quand le mur a été construit.

Ce fut très émouvant et aussi très instructif. A la porte de Brandebourg, où on passe de l'Ouest à l'Est, notre car fut arrêté et fouillé et nous assistâmes à d'étranges spectacles. Il y avait encore du sang par terre et des fleurs là où des habitants de Berlin-Est avaient essayé de s'enfuir, mais avaient été tués au cours de leur tentative.

Mais le spectacle le plus instructif nous fut fourni par la relève du factionnaire de service à la porte de Brandebourg. A notre stupéfaction, nous vîmes le nouveau factionnaire enfermé à clé dans sa guérite par ses chefs. Cette scène nous sembla particulièrement symbolique et représentative de la situation des peuples de l'Est, prisonniers dans leur propre pays. »

Le chef de la délégation allemande me remercia de ce témoignage car, me dit-il, nous autres Allemands nous évitons d'exprimer nos sentiments sur cette horrible situation de notre capitale historique coupée en deux.

On peut assurément comprendre ces sentiments mais, dans notre association Atlantique, il est indispensable d'évoquer et de dénoncer cette scandaleuse violation des traités signés par les Soviétiques : du

traité de Yalta, qui affirmait le libre choix de leur régime politique par les peuples libérés de l'hitlérisme et du traité d'Hel-sinki, qui proclamait le respect des droits de l'homme, y compris le droit de libre déplacement.

Puisqu'on voit l'U.R.S.S. si peu soucieuse de respecter les accords qu'elle a signés autrefois, on doit être méfiant sur les nouveaux accords qui viennent d'être conclus.

Et d'autre part, le mur de Berlin montre à quel point les communistes ont conscience de leur infériorité puisqu'ils s'opposent au passage de l'Est à l'Ouest pour éviter les comparaisons.

M. GORBATCHEV serait plus cré-dible si, au lieu de signer de nouveaux textes, qui ne seront peut-être pas mieux appliqués que les précédents, il faisait un geste symbolique, montrant que les deux moitiés de l'Europe peuvent se rapprocher. Aucun geste ne serait plus efficace que la suppression du mur de Berlin.

Peut-être verrait-on ensuite le Général JARUZELSKI imiter un autre général, dont on a dit beaucoup de mal dans le passé et qui s'est pourtant beaucoup mieux comporté que son homologue polonais. En effet, le Général PINOCHE¹ a donné la parole au peuple chilien, lequel a déclaré que ce général avait assez gouverné et qu'il devait être remplacé.

Voilà un exemple qui devrait être suivi par d'autres dictateurs, notamment à gauche.

Ce pourrait être une bonne question posée par les socialistes à leurs alliés communistes dans les prochaines élections, partisans comme chacun sait, de dictatures de cette couleur.

Rassemblement pour l'avenir de la France d'Outremer

A l'initiative de :

Jacques Soustelle
Ethnologue
Ancien Ministre de la France d'Outremer, de l'Académie Française.
Alfred Coste-Floret
Conseiller d'Etat honoraire
Député au Parlement Européen.
Claude Durand-Berger
Ecrivain, Auteur du
«Défi Soviétique»
Ancien Directeur de la
«Lettre à l'Outremer»

Comité d'Honneur et de Patronage.

Professeur F.O. Albrecht, Président de l'A.C.F.A., Directeur de Recherches honoraire au C.N.R.S.

M. Pascal Arrighi, *Conseiller d'Etat honoraire, Ancien Député.*

M. Michel Aurillac, *Ancien Ministre, Président des Clubs 89.*

Maurice Becuwe, *Ancien Directeur Adjoint du Cabinet du Président Robert Schuman, Ancien Directeur du Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'Outremer.*

M. Henri Beyer, *Ancien Directeur du Cabinet de Président Robert Schuman.*

M. Bernard Cabanes, *Journaliste.*

M. Jean Chalvidant, *Publicitaire.*

M. Armand du Chayla, *Ambassadeur de France.*

M. Jean Coville, *Ancien Administrateur de la France d'Outremer*

Général Jean Delaunay.

M. Claude Delmas, *Journaliste.*

M. Michel Deon, *Homme de Lettres, de l'Académie Française.*

M. Pierre Dux, *Administrateur général honoraire de la Comédie Française, Membre de l'Académie des Beaux-Arts.*

M. Gilbert Gantier, *Député de Paris, Maire-Adjoint de Paris.*

M. Louis Jung, *Sénateur, Président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.*

M. le Pasteur Emmanuel La Gravière, *Conseiller honoraire de l'Union Française, ancien Sénateur.*

M. Christian de La Malene, *Sénateur, Député européen, Maire-adjoint de Paris.*

M. Max Lejeune, *Sénateur, ancien Ministre.*

M. Roger Lise, *Sénateur de la Martinique.*

M. Jacques Medecin, *Ancien Ministre, Député-Maire de Nice.*

M. Olivier d'Ormesson, *Député au Parlement Européen.*

M. Robert Parenti, *Secrétaire Général du Cercle Républicain.*

Général Revault d'Allonnes.

M. Edouard Sablier, *Président honoraire de l'Association de la Presse Diplomatique Française.*

M. Henri Yrissou, *Inspecteur des Finances, Ancien directeur de cabinet du Président Antoine Pinay.*

MANIFESTE

Dans l'Atlantique et la mer des Caraïbes, dans l'Océan Indien et dans le Pacifique, des terres françaises imprégnées d'histoire et de civilisation, riches de promesses, font partie intégrante de notre République.

Elles constituent le cadre où vivront et s'épanouiront bientôt deux millions de nos compatriotes, elles sont situées

à des points géostratégiques de passage et d'échanges et recèlent de grandes richesses naturelles, économiques et humaines.

L'avenir de la France d'Outremer constitue un enjeu primordial des années qui vont nous conduire à l'aube du XXI^{ème} siècle. Il commande la place de notre pays dans l'Europe unie et dans le monde de demain. Il exige de rassembler les Françaises et les Français dans la conscience profonde de l'impact qu'il exercera sur leur destin.

Or une menace pèse aujourd'hui sur l'ensemble de la France d'Outremer. La tourmente dont la Nouvelle-Calédonie, située aux portes-mêmes de l'Australasie, est devenue la victime en est l'illustration dramatique. Le désordre, les violences révolutionnaires, les exactions sur fond de haine raciale devaient être apaisées. Elles ne seront effectivement maîtrisées que si un sursaut traverse la nation et lui rend la pleine conscience de son idéal et de ses traditions républicaines. L'avenir de la France d'Outremer, celui de la Nouvelle-Calédonie, implique la confiance de la France toute entière en la générosité de son message et son respect sans faille à l'égard d'institutions dont elle s'est dotée, qui garantissent sa souveraineté et les prérogatives de tous ses citoyens.

Nous avons confiance dans le génie de la France. Nous croyons en la force de sa Constitution et en la valeur de

ses lois. Nous œuvrerons à l'affirmation de cette ardente volonté de coopérer entre Français d'origine et de culture différentes. C'est là qu'à nos yeux réside l'espoir, c'est de là que viendra le succès.

Car le rétablissement d'une relative paix civile en Nouvelle-Calédonie, au prix du délicat compromis qui a conduit aux accords de l'été 1988, aussi reconfortant soit-il dans l'immédiat ne nous paraît en mesure, à terme, ni de dissiper les inquiétudes ni de détourner les fortes convoitises que suscite l'archipel. Alors que le projet de loi y instituant un statut transitoire, soumis à la procédure du référendum, n'a été adopté en métropole qu'avec la participation d'à peine plus d'un quart des inscrits et qu'en Nouvelle-Calédonie le corps électoral à rendu un verdict fortement contrasté, nous ne pouvons ignorer que des extrémistes endoctrinés, que des agitateurs parfois entraînés à l'étranger aux techniques de la guerre civile, demeurent en toute impunité sur son sol. Nous n'oublions pas qu'ils ont créé un affrontement entre la population de souche mélanésienne et les autres communautés vivant sur le territoire.

Ni que ce sont eux qui ont chassé et mal traité des centaines de nos compatriotes de toutes ethnies. Nous n'avons pas le droit de perdre de vue qu'ils entretiennent d'étroites relations avec certains Etats environnants et activistes, dont l'hostilité à l'égard de notre pays est notoire; et que deux des trois provinces de l'archipel prévues par le nouveau statut seront dirigées, avec des compétences leur permettant de négocier des accords internationaux, par des responsables indépendantistes...

Nous mesurons pleinement les difficultés auxquelles sont confrontés les Calédoniennes et les Calédoniens de toutes origines qui sont une large majorité - tous les scrutins l'ont démontré - à envisager l'avenir dans l'ensemble français. Nous leur apporterons notre aide sans restriction, nous appellerons nos compatriotes à leur manifester le plus grand soutien, nous interviendrons auprès du Pouvoir politique, pour que l'ordre public, la concorde, la liberté auxquels ils ont droit et dont la Nouvelle-Calédonie a besoin, soient assurés demain. C'est de la vigilance active de nos concitoyennes et de nos concitoyens les plus attachés à la vocation mondiale de la France, c'est de l'application sans défaillance ni partialité de la Loi, et de l'esprit d'initiative, de responsabilité et de fra-

ternité de tous, que dépendra la réconciliation des communautés en même temps que le destin de ce territoire.

Mais la Nouvelle-Calédonie - il convient de le souligner avec vigueur - n'est pas seule concernée. Nos compatriotes doivent être informés des manœuvres subversives et avertis des campagnes de propagande mensongères.

Dans la plupart des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'Outremer, de fortes pressions politiques s'opèrent, dans certains d'entre eux des actes terroristes sont perpétrés, préjudiciables au développement sous tous ses aspects et encouragés à coup sûr par la passivité silencieuse d'un certain monde politique et la complicité des professionnels internationaux du désordre et de l'agitation.

Il faut donc saluer, avec une ferveur particulière, le courage des Françaises et des Français d'Outremer, leur dynamisme de toujours, leur exemplaire fidélité à la mère patrie. Leurs compatriotes de la métropole doivent savoir et comprendre que ce ne sont pas là des vertus faciles. Il serait impardonnable de faire de la France d'Outremer un élément d'un jeu politicien partisan et mesquin, impardonnable de se servir de nos départements et territoires d'Outremer pour faire ricocher des querelles hexagonales, voire parisiennes, ou rebondir des points de vue doctrinaires tombés en déshérence.

Nous pensons et nous proclamons que ceux qui s'opposent à l'essor de la France d'Outremer en termes idéologiques sous prétexte, notamment, d'une lutte partisane et archaïque contre le colonialisme, se trompent de combat et d'époque. Le refus de la justice, de l'égalité et de la solidarité entre les hommes et entre les peuples, nous le décelons aujourd'hui chez ceux qui doutent, au fond d'eux-mêmes, ou qui veulent empêcher que des individus d'origine ethnique, de religion et de culture différentes, mais pourtant nourris d'une longue tradition partagée, puissent s'entendre et coopérer au développement de leur terre commune. Ceux-là, plus ou moins consciemment, sont prêts à destabiliser, à disloquer et pour certains d'entre eux à détruire la France d'Outremer. Ceux-là voudraient jouer avec elle au jeu bien connu des dominos, faisant porter sur un territoire l'essentiel de leurs visées destructrices pour mieux s'en prendre ensuite, une fois leur but atteint, à leur prochaine victime.

En revanche, établir toujours davantage d'équité; remédier à des situations de fait dues à l'éloignement géographique et aux pesanteurs de l'histoire, à l'heure où, en Europe, s'ouvrent grandes les frontières; appuyer et, plus encore, susciter outremer des initiatives, des entreprises et des projets aptes à mettre en valeur le vaste potentiel économique, technologique et humain de chacun des départements et des territoires, à favoriser l'épanouissement de leur spécificité, de leur influence, de leur vocation régionales respectives et à leur donner la capacité de faire face, la tête haute, dans l'ensemble français, à la dure compétition mondiale, voilà des objectifs que nous souhaitons poursuivre et soutenir avec enthousiasme.

L'idéal qui est le nôtre et qui nous rassemble, le combat que nous voulons livrer pour l'avenir de la France d'Outremer, concernent la France toute entière.

La France d'Outremer est le prolongement, la projection, l'expression multiforme, géographique, humaine et spirituelle de la France dans son acception la plus large et la plus ouverte.

Il est dans la vocation et le génie de la France de faire coexister et coopérer sur son sol des hommes d'origine et de culture différentes pour l'accomplissement d'une grande et même ambition.

Nous appelons à nous rejoindre dans ce combat pour l'avenir de nos terres lointaines toutes les Françaises et tous les Français qui croient, avec nous, que les départements et les territoires de la France d'Outremer ne sont pas, comme hélas cela fut dit, les confettis d'un empire, mais représentent, au contraire, les sentinelles avancées et les acteurs résolus du grand destin d'une France généreuse, solidaire, - prospère et libre.



Notre rubrique ouverte il y a maintenant un an (notre bulletin de janvier 1988) est très vivante puisque dans chacun de nos numéros nous avons pu donner la parole à nos amis.

Les articles que nous publions ne vous laissent pas indifférents : Tant mieux, cela prouve que notre journal, dont la vocation reste celle de cultiver notre idéal, assure le meilleur lien entre

les Démocrates-Chrétiens d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Nous donnons la parole à un jeune, Pierre KERLEVEO (Lomme-Nord) qui apporte sa contribution à la suite de la publication dans le journal "La Croix" du 30 décembre 1988 d'un excellent article de Guy LINAUDIÈRE sur "la lente émergence du Centre".

LA LENTE EMERGENCE DU CENTRE

Pour une recomposition du paysage politique française autour du PS et de l'UDC

Des pas significatifs ont été réalisés depuis six mois sur la route de la convergence PS-UDC. Le premier a été la constitution par le CDS, au début de l'été 1988, d'un groupe parlementaire autonome, l'Union du centre (UDC), première phase du détachement de ses alliances droitières. Le second s'est produit d'octobre à décembre avec les débats budgétaires au Parlement : face à la sclérose d'une droite manichéenne, l'UDC a eu le courage de marquer autrement son autonomie et sa volonté d'une opposition constructive dans le sens de la défense des Français.

Elle a évité au PS, minoritaire à l'Assemblée, le recours systématique à l'article 49-3 qui eût entamé sa crédibi-

lité, tout en lui épargnant une dépendance exclusive à l'égard du Parti communiste. Le PS a su, souvent, concéder à l'UDC les amendements que celle-ci réclamait dans l'intérêt général des Français. Les deux formations ont ainsi marqué clairement leur capacité d'une démarche commune, leur volonté d'avancer l'une vers l'autre.

Lentement, le centre émerge. Ce qui est encore le CDS-UDC devrait devenir en 1989 l'UDC tout court. La prochaine étape va être de réussir sa sortie du carcan de ses alliés traditionnels.

L'alliance CDS-RPR depuis vingt ans fut le mariage de la carpe et du lapin : rien de commun entre les girondins centristes et les bonapartistes gaullistes, entre les européens et les jacobins. Le mépris du clan gaulliste pour les démocrates-chrétiens devrait enlever à ces derniers tout état d'âme à s'en débarrasser.

Plus subtile sera l'affaire de l'UDF, coquille devenue parfaitement vide, sauf pour son président fondateur qui rêve encore, avec dix ans de retard. Il est le seul. Les centristes sont des libéraux, aussi. Mais y a une divergence fondamentale avec les giscardio-léotardiens : ces derniers sont des affairistes à tout crin, le parti du capitalisme brutal. Dans la tradition populaire et populiste du MRP, le CDS ne saurait accepter d'être confondu avec le parti de l'argent, au sens le plus inacceptable de ce mot.

Le CDS va devoir trouver le courage supplémentaire de cet arrachement d'une droite conservatrice où il n'a jamais eu sa place et qui, par le jeu d'un suffrage majoritaire falsificateur, a dévoyé les voix de ses électeurs.

Face à ce courage, il est évident qu'il va falloir que le Parti socialiste, du moins la grande majorité de ceux qui le composent, manifeste la même détermination à couper le cordon qui le rattache encore à l'alliance avec le PCF. Sur le plan de la démocratie et de la morale politique des démocrates, cette alliance avec un parti totalitaire qui a soutenu Staline et ses crimes est aussi intolérable que celle que la droite libéralo-conservatrice pourrait entretenir avec l'extrême droite fascisante, qui eût soutenu Hitler si elle avait eu 20 ans à l'époque.

Au sein du PS, cette alliance crée un malaise croissant chez une majorité des responsables et des militants. Cette complicité contre nature fait honte à un grand parti démocratique. Elle ne devrait pas survivre aux municipales.

Ainsi, d'ici à l'été 1989, le paysage politique français devrait connaître une modification profonde, après trente ans de configuration gaulliste. Tout va reposer sur la capacité du centre à émerger vraiment pour être le noyau dur de cette recomposition, et sur celle du PS et de l'UDC à gouverner ensemble, comme le souhaite la majorité des Français.

Les centristes viennent de gagner la première étape de leur mutation. L'écho de leur autonomie dans les médias témoigne qu'ils existent. Le CDS est de moins en moins à droite, il occupe réellement le centre. Il est apparu comme le défenseur de l'intérêt général au Parlement face aux défenseurs des intérêts corporatistes. Il a un leader dont l'envergure apparaît nationale, Pierre Méhaignerie, entouré par une équipe de qualité, compétente, discrète et soudée, formée sur le terrain des réalités et des responsabilités locales. Plus que d'autres, il a le souci des hommes, des réalités du travail.

Pour n'être pas qu'une force d'appui pour la gauche socialiste demain, comme il le fut pendant vingt ans pour la droite gaulliste, il lui faut à présent devenir un grand parti de rassemblement populaire, avec des structures régionales fortes, un nombre d'élus important. Le centre correspond à l'attente de la majorité des Français. Les sondages l'attestent depuis six mois.

Il lui faut proposer un grand dessein aux Français. Il se trouve qu'il incarne celui qui les rassemble le plus dans les sondages : l'Europe. Héritier de la Démocratie chrétienne de l'après-guerre, le CDS est le parti de l'Europe.

Le centre possède deux atouts : il parle le langage des problèmes concrets, comme il le vient d'en faire la démonstration à la session parlementaire d'automne. Et il a le langage des valeurs morales et sociales. «Penser vrai, parler vrai, voter vrai» : voilà l'interpellation centriste. Il possède des parlementaires mesurés, compétents et courageux ; et des jeunes, les JDS, organisés et ardents, les aiguillons de la mutation.

Rien avant les municipales. Mais tout devrait se jouer pour les élections européennes : le centre n'a pas le droit de refuser cette opportunité historique et la volonté des Français.

Il lui reste quelques mois pour passer de l'autonomie à l'indépendance. Deux conditions seront déterminantes. La première est l'élargissement, pour les militants comme pour les parlementaires, par le ralliement au CDS des gaullistes qui refusent la brutalité du RPR et des libéraux qui veulent plus de respect des hommes.

La seconde est la novation politique, par la restructuration du paysage sclérosé dont les Français sont las, le rassemblement de masses populaires nouvelles, celles des Français moyens, la majorité silencieuse. Et la capacité de leur apporter des réponses aux grands défis de cette fin de siècle : une éco-

nomie compétitive, le progrès et la justice sociale, l'Europe, un grand élan, un grand souffle, enfin.

Il se passe quelque chose au centre actuellement. Le centre continue d'émerger. Lentement, certes. Mais il avance.

Guy LINAUDIÈRE
(La Croix)

L'AVENIR DU CENTRE

L'opinion de Guy Linaudière (Forum La Croix l'Évènement du 30 décembre 1988) a bien décrit la problématique qui se pose au C.D.S. dans le cadre de notre Constitution et dans le contexte bipolaire de notre vie politique.

Ces lignes ont montré combien l'opposition constructive de l'U.D.C. ne s'apparentait pas au «marchandage» mais au service des intérêts du pays, la finalité de tout engagement.

Dans son argumentation, Guy Linaudière a cependant oublié l'élément le plus essentiel du débat : la doctrine du C.D.S.

A la page 428 de son ouvrage («Faites entrer le témoin suivant» - Ouest-France, 1988), Pierre-Henri Teitgen relate un dialogue avec Guy Mollet lui disant : - «Le fond des choses, c'est que nous sommes rationalistes tandis que vous êtes spiritualistes, or ce fossé-là ne peut être comblé».

La démocratie chrétienne - expression sans aucune référence confessionnelle - s'inspire donc de valeurs personnelles et communautaires antinomiques de celles du Parti Socialiste. Dès lors, est-il possible d'articuler dans un consensus factice des pensées aussi divergentes ?

Il faut non seulement que le P.S.

«coupe le cordon qui le rattache encore à l'alliance avec le P.C.F.», comme le suggère Guy Linaudière, mais encore qu'il clarifie sa position sur quelques questions incontournables parmi d'autres :

- Est-il rallié à l'économie de marché, la moins mauvaise des solutions pour créer des richesses, développer l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat ?

- A-t-il pris ses distances par rapport à la théorie de la lutte des classes ?

- Quelle vision de la laïcité conçoit-il aujourd'hui ?

- Avec la meilleure volonté du monde, comment concilier deux humanismes si différents, l'un primant la raison et l'autre, le spirituel ? Comment harmoniser deux conceptions de la liberté, l'une défendant l'autonomie de l'individu et l'autre, recherchant la transcendance de la personne ?

- Quelle politique de la famille élaboreraient ensemble le P.S. et le C.D.S. ? Le premier a instauré le remboursement de l'I.V.G. et le second a voté son abrogation au congrès de Toulouse en 1984. Y aurait-il unanimité pour la suppression des désavantages dont pâtissent les couples mariés face aux concubins ? Y aurait-il accord pour privilégier l'extension des services de soins palliatifs au lieu de l'euthanasie ?

- Quel rôle octroyer aux associations ? Le P.S. les considère comme des structures dépendantes du pouvoir, le C.D.S. comme des corps intermédiaires pour lesquels l'Etat doit respecter une attitude de subsidiarité.

Il appartient au Parti Socialiste de se définir en vérité.

L'identité du C.D.S. n'est pas à vendre. Histoire séculaire et idée moderne, le personnalisme communautaire interpelle tout autant le libéralisme.

L'avenir du centre, c'est d'abord de renouveler la réflexion et l'action politique «en cet espace fragile de la géographie politique où la cassure serait mortelle». Ni à gauche, ni à droite, en avant !

Et puisqu'entre majorité ou opposition, la V^e République nous oblige à un choix, le moins mauvais nous semble celui des libéraux et des gaullistes qui sont en train de redécouvrir la nécessité d'une conscience sociale. Au C.D.S. d'affirmer ses convictions !

Comme l'écrivait Etienne Borne en février 1986 : «Un libéralisme en accord avec le plus haut de lui-même offre plus de chances à l'ouverture et à l'humanisme qu'un socialisme encore paralysé de raideurs archaïques et sectaires».

A l'heure où la politique perd efficacité et crédibilité en tergiversant à intégrer la moindre référence éthique dans son discours ou dans ses actes, le C.D.S. ne doit pas hésiter à confronter ce qu'on nomme pudiquement « problèmes de société » à la dynamique morale voire aux valeurs spirituelles, sous peine de renier une donnée essentielle de son héritage.

Pierre KERLEVEO

LETTRÉ DE JEAN PINTA

Nous publions également les arguments de Jean PINTA ancien conseiller municipal de Vincennes et ancien militant M.R.P.

Il pose moins de questions au parti socialiste que le jeune Kerleveo.

Dans le débat sur les orientations à donner aujourd'hui aux démocrates-chrétiens nos lecteurs ne manquent pas d'idées.

Ils ouvrent une discussion qui préfigure sans doute les importantes mutations, qui par un langage nouveau,

permettront à un Centre des démocrates sociaux, enfin libéré de ses contraintes, de jouer un rôle essentiel dans la vie politique du pays.

Chers Amis,

Je constate avec plaisir l'évolution de votre Bulletin et donc, le pense, de l'esprit de l'Amicale du M.R.P. dont il est l'émanation.

Vos derniers numéros ont rappelé l'action du M.R.P. au pouvoir. Une lettre de Roland Bernard Curtil y a apporté quelques précisions. Cette action a été menée pour une large part contre l'emprise communiste au secours de laquelle ne cessait d'accourir les gaulistes. Et pour ma part j'ai peine à comprendre que l'on puisse l'oublier si facilement. Alors qu'il soit au moins permis à des anciens du M.R.P. de penser que ce qui a constitué l'idéal de leur action politique pendant plus de vingt ans est plus proche aujourd'hui de la Sociale-démocratie (la vraie, pas celle qui s'incarne dans une U.D.F. à majorité conservatrice), celle qui est représentée en France par le Parti Socialiste, que d'une Droite, dont les compromissions avec le Front National, même si elles ne sont souvent motivées que par des considérations électorales, qui leur semble tellement éloignée de leurs convictions. Qu'il soit permis à d'anciens du M.R.P. de déplorer qu'une organisation puisse s'intituler « Démocratie chrétienne française », d'y voir comme un abus de confiance vis à vis de ceux auxquels elle prétend s'adresser et d'être choqués de constater que son président, ancien député M.R.P., n'a cherché qu'à obtenir une alliance privilégiée avec les héritiers de ceux qui ont été les pires adversaires de Robert Schuman, Georges Bidault (avant l'affaire algérienne), Pierre Pflimlin (en avril-mai 1958). Qu'il soit permis à d'anciens du M.R.P. de souhaiter que, sous l'autorité du Président de la République, le C.D.S. et le Parti-Socialiste, sans perdre leur spécificité, parviennent à un accord permettant à une majorité élargie d'appliquer un programme de gouvernement répondant aux besoins des Français et les préparant à l'Europe de 1993.

EN MARGE DES MUNICIPALES

SIMULACRES

Les élections municipales devraient être la moins politique des consultations puisque, ne l'oublions pas, il s'agit uniquement de la gestion des communes de France. L'enjeu porte donc sur la voirie, l'aide sociale, la construction de bâtiments publics et jamais sur une prise de position politique. Or, par le jeu d'un système électoral à base majoritaire, les alliances les plus absurdes vont être contractées.

A gauche nous venons d'assister, pendant plusieurs semaines, à une pression du parti communiste sur le pouvoir socialiste d'une violence inouïe avec des grèves qui ont porté un grave préjudice à des millions d'habitants des grandes agglomérations, à une paralysie des entreprises et à un préjudice économique dont tous les Français sont victimes. Le gouvernement a fini par critiquer sévèrement ces méthodes et à dénoncer les « syndicalistes » agents du PC auteurs de ces manœuvres honteuses. Moins de deux mois se sont écoulés et les adversaires d'hier signent un pacte d'alliance électorale afin que les électeurs communistes et socialistes, au nom de « l'idéologie de gauche » unissent à nouveau leurs forces comme au bon temps de l'union de la gauche.

L'électeur moyen, même s'il appartient

à l'électorat de gauche, ne doit pas être très fier d'aller aux urnes pour suivre les consignes de pareilles marionnettes. Que penser de partis politiques dont l'illogisme est à ce point déroutant ?

A droite et au centre, s'il y a une même volonté d'agir vers des objectifs communs, les méthodes à employer ne sont pas toujours à l'unisson.

La concurrence entre les partis (celle du RPR n'est pas la moindre en région parisienne notamment) donne souvent à ceux qui auraient une volonté d'union l'idée qu'ils travaillent pour le voisin ou qu'ils ne peuvent rien contre des positions acquises. Le malaise s'installe et l'enthousiasme disparaît...

Aussi longtemps que le scrutin majoritaire obligera des blocs à se créer, d'où toute logique d'union est absente en raison de groupes n'ayant entre eux aucune affinité, il faut redouter que l'électorat face à de semblables simulacres, se désintéresse encore un peu plus des affaires publiques.

Au niveau des affaires municipales c'est consternant car il ne s'agit pas de politique et le citoyen est d'autant plus concerné que les affaires de la commune le touchent de près.

A.F. MERCIER